

La Chine en 2025

François Godement
Directeur de Asia-Centre
février 2008

Prédire ce que seront en 2025 la Chine et ses relations avec le reste du monde est un exercice qui peut être très simple, ou au contraire à haut risque. Très simple : la prolongation des tendances et des courbes du moment donne des résultats intéressants, et même saisissants dans le cas chinois, puisqu'un régime politique ritualisé au sommet et ayant comme maître mot la stabilité, autant dire la préservation de soi, obtient en même temps un taux de croissance économique désormais plus proche de 12% que de 10%, après un quart de siècle autour de 10%. Par opposition à la "puissance pauvre" (Georges Sokoloff) qu'était l'Union soviétique finissante, il y aurait donc place pour un "système léniniste riche" qu'incarnerait bientôt la Chine, après Singapour il est vrai - mais la cité-Etat de Lee Kuan-yew et de son parti unique, n'a que quatre millions d'habitants. On notera qu'aucun "miracle asiatique" passé n'a engendré de scénario aussi perturbant pour l'esprit : le "Japon numéro un" (Ezra Vogel) était resté sur le plan politique un système "arthritique" (Edward Lincoln). L'Inde résurgente est aussi "la plus grande démocratie du monde", un terme parfois galvaudé puisque sans mission extérieure ; nul ne prophétise une synergie complète entre le pouvoir politique et les acteurs économiques d'une Inde accédant au rang des pays à revenu moyen. Le scénario, vérifié ou non, d'une direction collective léniniste à la tête de ce qui deviendrait,

plutôt avant qu'après 2025, la première économie mondiale, est propre à la Chine. L'exercice de politique-fiction est donc tentant. Il l'est plus encore pour les contempteurs de la démocratie que notre descenseur social produit en abondance : car la Chine, elle, secrète aujourd'hui la représentation forte d'un modèle autoritaire, quoique participatif sur certains points, qui battrait en efficacité les démocraties, anciennes ou nouvelles. L'ombre portée de la Chine en 2025 obère donc la *vista* qu'on peut avoir sur nos propres systèmes politiques.

CONTINUITÉS ET RUPTURES

La prolongation des courbes est pourtant un exercice à haut risque. La croissance, obtenue sans changements institutionnels concomitants, peut finir dans un “grand écart”, c'est-à-dire dans une crise politique et sociale. Le régime léniniste - dont bien des analystes soutiennent qu'il a muté dans ses procédures et ses règles sans recours à la démocratie ni à la séparation des pouvoirs - reste d'une essence exceptionnelle, et comme tel vulnérable à une crise politique. L'hyper-croissance a déjà duré bien plus longtemps que ne l'aurait osé prédire nombre d'observateurs. Quand un cycle s'allonge à ce point, le réflexe est d'en prédire la permanence : un an avant la crise historique du modèle économique japonais en 1990, il ne s'était trouvé qu'un journaliste pour oser anticiper un “soleil couchant” sur le Japon et sa société¹.

Certes, comme pour toutes les sociétés d'Extrême-Orient, il existe à propos de la Chine une tradition occidentale de dénigrement et de Cassandre, en renfort de laquelle vient aujourd'hui un courant de pessimisme sur la globalisation et ses effets : Naomi Klein et sa vision de la “shock economy” sont en phase avec l'idée d'une Chine à la fois économiquement prédatrice et socialement explosive. D'innombrables diagnostics faits depuis 1978 ont prédit une crise systémique en Chine : à cause de ressources énergétiques insuffisantes, du cercle vicieux d'une agriculture aux rendements plafonnants et aux surfaces limitées, d'un niveau d'éducation insuffisant, de l'incapacité du pouvoir à appliquer les réformes et

1. Bill Emmott, *The sun also sets (why Japan won't be number one)*, Simon & Schuster, Londres, 1989.

notamment à réformer les entreprises d'Etat, de l'éclatement régional et local de l'administration, de dérapages du système des prix et des échanges extérieurs, du désastre écologique (déjà évoqué en 1978 pour l'agriculture), de l'explosion des inégalités sociales, de l'absence d'application des lois, de la contagion démocratique du fax, puis d'internet, du surendettement massif des entreprises et établissements financiers, de la corruption généralisée, du Sras et du sida. Rien n'était erroné, malgré les efforts de la propagande officielle jusqu'à l'avènement du tandem Hu-Wen en 2002 pour en nier la réalité. Et pourtant, la croissance n'a fait qu'accélérer. C'est pourquoi on peut aujourd'hui être sceptique sur la vision d'ensemble d'un Minxin Pei, dont pourtant la plupart des arguments pris séparément sont fondés².

C'est simplement l'importance relative de ces facteurs, la capacité de la société chinoise à supporter les difficultés et les injustices, la capacité d'adaptation de l'Etat et du Parti, et aussi la prise d'intérêt internationale dans l'économie chinoise, qui ont été sous-estimées, ainsi que leurs effets. On peut aujourd'hui observer assez exactement chaque facette de la société chinoise et se tromper sur sa direction d'ensemble.

La difficulté à anticiper l'avenir de la Chine tient aussi à un mécanisme exactement symétrique de celui de la confiance dans la prolongation des courbes du moment : c'est la vision cyclique et fataliste de l'histoire, inspirée de la philosophie chinoise. Celle-ci enseigne que l'évolution de l'entité chinoise - parfois un Etat, plusieurs Etats, ou un Etat plurinational... - est faite de longues périodes de relative stabilité bureaucratique, de cycles historiques plus ou moins courts, et de discontinuités radicales. Le thème de l'évolution cyclique est une interprétation naturellement dérivée du taoïsme, la philosophie de la Voie, qui a inspiré les premiers écrits de Mao Zedong, autant et plus que celui de la "révolution interrompue" de Trotsky. C'est aussi une dérivée de la philosophie civique confucéenne, avec sa vision d'un bon ou d'un mauvais gouvernement, fondamentalement inspirée de la répartition des gouvernants en hommes de bien et hommes de mal (*haoren* et *huairen*). Cette vision est moraliste, mais elle est aussi fataliste et ne repose pas sur une

2. Minxin Pei, *China's Trapped Transition: The Limits of Developmental Autocracy*, Harvard University Press, 2006.

philosophie progressive de l'histoire, ni sur la foi en un progrès de l'homme. Paradoxe, la Chine a autant attiré les réactionnaires réfractaires au progressisme, et pessimistes sur la nature humaine - en bref, nos "réalistes" et "néo-réalistes", hostiles le plus souvent à la démocratie - que les révolutionnaires en quête d'utopie radicale : le courant des admirateurs du régime chinois est simplement passé de l'un à l'autre camp. On verra que l'un et l'autre ont proposé des prévisions à base cyclique et répétitive.

Populairement, la prégnance du bouddhisme (il y aurait environ 100 millions de bouddhistes pratiquants aujourd'hui)³ entraîne aussi l'adhésion à l'idée d'une roue de la fortune définissant les destins des individus comme de la société dans son ensemble. Cette idée n'est pas exempte d'espoir, car elle peut justifier une mobilité sociale - ascensionnelle, ou au contraire vers le bas. Elle autorise l'individualité et même l'individualisme, sous une forme passive et contemplative - aujourd'hui, consumériste. Elle éloigne la société chinoise d'un système de castes hétérogènes à l'indienne, et pourtant elle justifie aussi une importante stratification sociale. Les frontières des classes sociales ont été moins figées en Chine qu'ailleurs, et pourtant l'inégalité est immense, en particulier devant le pouvoir politique du moment. Le destin individuel recombine donc efforts et mérites de chacun, chance, mais aussi effet de la fatalité et d'une filiation de classe ou de clan.

Nous vivons, dans les sociétés démocratiques occidentales et davantage encore aux Etats-Unis, avec une vision de "l'ascenseur social", y compris quand celui-ci est jugé en panne. Or c'est un truisme de la morale sociale en Chine que de se sacrifier au profit de ses enfants, de la génération future, dans un équivalent laïc de la réincarnation : en témoigne aussi, dans une société traditionnellement pauvre, l'importance énorme de la charité sociale, aujourd'hui retrouvée dans des domaines comme l'éducation ou les hôpitaux, et aussi la propension sans limite des familles à investir dans l'éducation de leurs enfants, là où les dépenses publiques d'éducation restent très faibles. Toute morale réaliste ayant son envers, l'infanticide et la vente des enfants en temps de famine sont largement documentés à travers l'histoire chinoise : sacrifice

au profit d'individus survivants plutôt qu'au profit d'un groupe collectif. Le regard occidental a ainsi vu le déclin de la natalité chinoise ou la politique de l'enfant unique, et plus encore la préférence pour la descendance masculine, comme l'avènement d'une hyper-modernité individualiste au cœur de la société chinoise et le signe d'une désagrégation à terme des valeurs et de l'éthique de cette société. Et si la "préférence masculine" à la naissance était plus l'effet temporaire de la politique de l'enfant unique qu'une donnée démographique destinée à durer ? Avec l'annonce d'une bombe socio-politique fondée sur le déficit de filles à la naissance, nous sommes dans l'exemple typique de faits exacts mais interprétés, et donc de *scenarii* qui peuvent être erronés. Si l'enfant unique et la préférence masculine à la naissance sont deux stratégies concomitantes, l'une comme l'autre pouvant être inversées, nous sommes dans un cas intéressant de dirigisme sociétal appuyé sur un eugénisme familial, et non dans l'avènement d'une forme moderne de monstruosité individualiste. Songeons à l'étonnant et célèbre rebond irlandais et français de la natalité en Europe, qui a pris à revers tous les scénarios démographiques, pour indiquer qu'en Chine, même ce qui semble inévitable n'est pas assuré : certes, nous savons à peu près ce que sera la pyramide des âges en 2025, mais nous ignorons ce qui pourrait être un changement de cap officiel, souvent débattu, dans le domaine de la natalité, et un rééquilibrage des naissances entre le sexes qui découlerait d'un desserrement de la contrainte. Ceci compte surtout pour la vision de la Chine en 2050, mais modifie déjà considérablement notre perception de la société chinoise en 2025, tout comme le regard porté sur la société française est considérablement modifié par son étonnant regain de natalisme post-moderne : cela ne change rien à l'équilibre des retraites d'ici 20 ans, mais tout à notre perception de la société française. Même dans un domaine aussi déterministe que celui des générations démographiques, il y a place pour une hypothèse plus constructiviste, et en Chine, où les cycles historiques sont très marqués, plus encore qu'ailleurs.

Analyser l'avenir de la Chine consiste à prendre conscience d'abord de ces perceptions très différentes du temps, de la continuité ou de la discontinuité historique, de la notion de progrès, et de la façon à

la fois contraignante et souple dont l'individu chinois est lié au groupe - à son groupe, qu'il s'agisse d'identité familiale, sociale ou de structures politico-administratives.

Mais l'abus de ces notions conduit aussi à des erreurs de parallaxe et à sous-estimer certaines ruptures. Sur un cycle historique beaucoup plus court - celui du maoïsme, de 1949 à 1976 - la quasi-totalité des observateurs, influencés plus ou moins directement par la doxa maoïste, étaient en 1974-1976 persuadés que la lutte d'alors entre Zhouenlaïstes et "Bande des Quatre" était un avatar cyclique de plus. Il fallut une romancière réfugiée à Tokyo et néanmoins inspirée, Hsia Chih-yen, pour décrire dans une œuvre de politique-fiction rédigée à l'hiver 1975-1976 (situant simplement les événements à venir en 1977 et non 1976...) ⁴ ce qui allait effectivement se passer en 1976 : la mort de Mao, la chute des dirigeants radicaux et le changement de cap complet de la Chine qui en procéda. Sur deux ans - et non pas vingt ans - aucun analyste, universitaire ou futurologue n'a égalé la justesse de la vision d'une "simple" romancière.

A l'erreur qu'engendre une vision révolutionnaire cyclique, nous sommes tentés d'ajouter le risque d'une vision et d'une erreur "réactionnaires", tout aussi cycliques. Au nom du culturalisme, de l'abstraction ou de l'hypocrisie des "valeurs universelles", de la préférence pour la nécessité d'une gouvernance autoritaire mais éclairée par rapport à l'aléa d'une démocratie de choix, la tentation est forte de décréter la consolidation actuelle du régime et la régularisation de ses mécanismes comme une forme d'institutionnalisation durable, et même comme un modèle de gouvernance international. Commentant le récent 17^e Congrès du PCC, le *mentor minister* singapourien Lee Kuan-yew élève cette institutionnalisation commandée depuis le sommet au niveau d'un choix quasi-démocratique. On peut rapprocher ses propos d'une déclaration controversée du chef de la Région Administrative Spéciale de Hong Kong, Donald Tsang, à la veille du même 17^e Congrès. Questionné sur la démocratie, il prend pour exemple la Révolution culturelle chinoise, et conclut : *"What is it? People taking power into their own hands. Now, this is what it means by democracy, if you take it to the full swing. In other democracies, even if you have an*

4. Hsia Chih-yen,
Un hiver froid à Pékin,
Aita, 1978.

electd person, then you overturn the policy ... that's not necessarily conducive to efficient government"⁵.

Cette convergence des deux dirigeants - non-élus - de deux des trois entités chinoises les plus développées n'est pas étonnante. A l'occasion du 17^e Congrès, on a aussi trouvé une analyse de la "démocratisation" du Parti en fonction de l'élargissement du nombre de candidats par rapport au nombre de sièges à pourvoir au Comité central (de 5,1% l'excédent est passé à 8%). La même procédure n'existe pas pour le Bureau politique et son comité permanent, ni pour le Secrétariat du Comité central. On a également beaucoup glosé sur le dosage subtil des représentants de trois factions (shanghaiëenne, de la Ligue de la Jeunesse, et des fils de haut cadres), comme d'un équilibre quasi-confucéen. Ce travestissement institutionnel rencontre une tentation des sciences politiques et juridiques à passer du diagnostic, assez juste, de la transition imparfaite et semi-institutionnelle qu'incarne aujourd'hui la Chine à l'éloge d'un gouvernement non élu des nouveaux lettrés modernes, membres du Parti ou cooptés par lui. Bien des courants culturels, plus post-modernes que classiques, convergent vers cette analyse. Le fonctionnalisme voit dans le processus de débat et de décision technocratique interne aux appareils chinois une forme d'auto-régulation et de gouvernement du savoir : que dit d'autre Hu Jintao quand il inscrit dans la Constitution du Parti le "développement scientifique", nouvelle doxa anti-idéologique ? La restauration de l'idéologie néo-confucéenne, incarnée depuis longtemps par Du Weimin à l'université Harvard et promue en idéologie asianiste, est bien représentée en Chine avec l'apparition du "nouveau confucianisme" et d'un Pan Wei, qui prône la constitution d'un "régime de gouvernement consultatif par la loi" comme terme de l'évolution politique chinoise : avec un équilibre des pouvoirs à l'intérieur de l'exécutif lui-même sur la base du droit, mais sans démocratie⁶. Confucéenne en Chine, cette vision retrouvée accompagne bien en Occident l'essor du constructivisme pur, incarné en France par François Jullien, dont la vision philosophique et non politique de la Chine retrouve parfois une tradition française de l'image inversée de la Chine, de Voltaire à Marcel Granet⁷. A l'occasion, cette pensée s'avère pourtant simplement politique, par exemple quand le

5. Cité par le *South China Morning Post*, 13 octobre 2007.

6. L'axe principal du programme de Pan Wei est bien présenté par Gunter Schubert, "Reforming Authoritarianism in Contemporary China. Reflections on Pan Wei's Consultative Rule of Law Regime", *Asienkunde*, n° 94, janvier 2005, pp. 7-24.

7. Voir l'essai de Jean-François Billeter, *Contre François Jullien*, Paris, Editions Allia, 2006, qui constitue a contrario une magnifique défense de la philosophie politique chinoise comme pensée indépendante du pouvoir.

philosophe estime qu'en 1989, "la majorité des gens travaillaient dur et voulaient avant tout s'enrichir. Et beaucoup pensaient que, pour s'enrichir il fallait maintenir l'ordre. Et pour maintenir l'ordre, le parti faisait encore l'affaire"⁸. Cette vision laisse de côté les millions de manifestants et l'effet de la répression. Peut-être oublie-t-elle aussi la Constitution chinoise, selon laquelle la Chine est "une dictature démocratique du peuple placée sous la direction du Parti communiste".

Ces visions cultivées retrouvent de nouvelles opinions plus communes : les sociétés démocratiques d'Asie du Nord-Est connaissent une remise en cause. Du Japon en proie à un système des partis à Taiwan déchiré par un débat identitaire et à la Corée du Sud, où le populisme d'abord triomphant s'est ensuite discrédité, le doute atteint les mécanismes de la démocratie Et la faiblesse culturelle et de communication de l'administration Bush, ses difficultés en Irak et ses revirements pragmatiques dévaluent aussi la diplomatie transformationnelle et les valeurs démocratiques, réduisant celles-ci à un jeu d'intérêts occidentaux. Chas W. Freeman notait récemment que les Chinois avaient meilleure opinion de leurs gouvernants que les Américains du leur⁹. Quoique le débat puisse concerner aussi bien la politique à l'égard de l'Iran que celle à l'égard de la Russie, c'est bien à propos de la Chine que le débat est le plus profond¹⁰, puisqu'il concerne une société en plein essor productif.

Enfin, ultime façon d'évacuer le débat politique sur l'avenir, la vogue du développement durable, du changement climatique et de la politique environnementale chinoise comme vecteur et résumé de la transformation politique et institutionnelle permet d'oublier la question fondamentale : comment la seconde puissance mondiale sera-t-elle gouvernée à l'avenir ? Surfant sur le discrédit du politique dans nos démocraties, on attribue ainsi aux gouvernants chinois une vista stratégique dans des domaines liés à la gouvernance globale : peu importe qu'en pratique, la Chine soit aujourd'hui le pays où, année après année, les atteintes à l'environnement et la surconsommation des ressources naturelles augmentent le plus vite, bien au-delà de la croissance du PIB. L'avenir de la Chine est décrété écologique - parce que nous le voulons, parce que la Terre serait menacée par une évolution se poursuivant en sens contraire, et

8. "L'énigme de la puissance chinoise", *Le Monde*, 2-3 décembre 2005.

9. "China in the times to come", *Remarks to the China Studies Center*, Washington DC, March 2007.

10. Voir le livre récent de Jim Mann, *The China fantasy, how our leaders explain away Chinese repression*, New York, Penguin Books, 2007.

parce que les thèmes de l'environnement, du développement durable et du réchauffement climatique sont consensuels.

L'abus d'une vision cyclique et néo-institutionnelle peut aussi concerner notre jugement économique. Dans la transition à "l'économie socialiste de marché" originellement proclamée par le dogme de la réforme après 1978, chacun préférerait ignorer le qualificatif de "socialiste" et se concentrer sur la notion de convergence avec les normes globales que suggérerait la notion de transition. Or, depuis 1994-1995 et la réforme fiscale, depuis 1998 et la politique néo-colbertiste de Zhu Rongji, l'évolution structurelle de la Chine diverge complètement de tout modèle international. Pour ne citer que quelques chiffres, l'industrie représente plus de 60% du PIB, les services à peine plus de 30%, et l'agriculture - qui représente encore 43% de l'emploi global en 2006 - guère plus de 6%. L'enrichissement de la population est relatif : en dépit de progrès géants de la productivité du travail dans l'industrie, la part des salaires dans le PIB a décliné de 53% à 42% entre 1997 et 2007. La population du pays à la structure la plus industrialisée au monde n'a pas le pouvoir d'achat pour absorber ce qu'il produit - ce qui est une lecture importante d'un excédent commercial sans équivalent au monde, autour de 10% du PIB¹¹. C'est une pratique d'économie mixte, comportant un important volet de restauration de la main de l'Etat dans celle-ci, qui a remplacé l'idée d'un passage à l'économie de marché. La discipline salariale, les profits des entreprises, publiques autant que privées, le financement des investissements par celles-ci et par l'Etat plus que par l'épargne individuelle, la gestion de gigantesques réserves de change qui alimentent aujourd'hui un des premiers fonds souverains au monde, n'ont pourtant plus rien à voir avec la vision néo-traditionnelle d'une économie mixte, aux équilibres nuancés et à la cogestion entre bureaucrates et marchands. Cela représente l'avènement d'un Etat sans précédent dans l'histoire, par la concentration de pouvoirs et de richesses qu'il incarne.

De même, les phases économiques rencontrées depuis 1978 sont souvent vues comme des alternances de relâchement et de contrôle, de coups d'accélérateur et de frein, et acquièrent une

11. Les chiffres qui précèdent sont extraits de Jianwu He et Louis Kuijs, *Rebalancing China's economy - modeling a policy package*, World Bank China Research Paper n° 7, septembre 2007.

dimension cyclique. Or, quoique la crise financière asiatique soit venue “refroidir” la croissance en 1998-2000, la Chine n'a plus connu depuis lors qu'une seule phase ininterrompue d'hypercroissance ou de “croissance fiévreuse” (*guore*), conduisant à une problématique des déséquilibres radicalement nouvelle. La nature même du contrôle macro-économique a changé. L'Etat central est bien plus riche et puissant dans toutes ses entreprises, qu'il s'agisse de promouvoir une branche industrielle ou de promouvoir les intérêts internationaux de l'économie chinoise.

La montée d'un pouvoir étatique sans contrepoids et sans équilibre économique a un revers : l'Etat-Parti ne contrôle pas ses propres agents, ce qu'a démontré la purge du chef du Parti shanghaien en 2006. L'Etat central est désormais incapable - à moins qu'on l'accuse d'hypocrisie - de corrections macro-économiques simples, telles que freiner le boom immobilier ou boursier, contrôler le volume du crédit, freiner l'investissement côtier, ou même encadrer l'évolution de la balance des comptes, en raison de mouvements financiers erratiques : toutes mesures qu'il savait et pouvait prendre avant 1991, à un prix élevé certes. Cette incapacité nouvelle ne provient pas de l'existence d'un marché tout-puissant, mais bien de la prolifération des acteurs étatiques ou des acteurs introduits dans les rouages étatiques.

Est-ce alors un nouveau modèle économique de croissance, prolongeable jusqu'en 2025 pourvu que les partenaires de la Chine en acceptent les conséquences; ou s'agit-il d'un épisode de déséquilibre temporaire annonçant la première grande crise économique chinoise, aux implications globales ? Bien malin qui le dira, et la réponse à cette question n'attendra pas nécessairement 2025.

Par contre, s'il était aisé de mettre en cause, vers 2000-2002, les prédictions triomphalistes d'un Angus Maddison pour qui la Chine devait “dépasser” les Etats-Unis en termes de Produit intérieur brut (PIB) en 2035, aujourd'hui, la sous-évaluation flagrante de la monnaie chinoise conduirait plutôt à considérer les chiffres de PIB comme radicalement sous-estimés, malgré leur magnitude. L'incertitude vise moins l'évaluation du niveau de PIB en Parité de pouvoir d'achat (PPA)

que les chiffres de croissance du PIB. A terme, la monnaie chinoise aura été réévaluée à sa vraie valeur et la hausse des prix en Chine aura été mieux prise en compte. L'écart entre taux de change en PPA et taux de change de marché se résorbera alors sensiblement. Mais c'est bien en termes de mesure courante que le doute règne. Même révisés à la hausse en 2006, les chiffres de la croissance 1998-2004 seraient encore trop bas, de l'ordre de 0,8% par an. Selon une étude récente, le Bureau National des Statistiques est au mieux un organe de propagande politique¹². Aujourd'hui, les dirigeants chinois viennent de ramener de 2050 à 2020 l'objectif d'atteindre "l'aisance moyenne" des pays à niveau de revenu intermédiaire.

On l'a compris, nous répugnons à pronostiquer ce que sera la Chine en 2025 quand nous ne sommes pas très sûrs de ce qu'elle sera dans quelques années à peine. Enfin, il est vrai que ce terme - à peine plus lointain que la date de 2020, utilisée dans toutes les projections officielles chinoises -, est aussi plus proche de nous que celui de 1989, soit la rupture de Tiananmen. Cela n'est pas complètement rassurant, ou désespérant, selon le point de vue. L'omerta au sommet du Parti sur la question de Tiananmen, donc sur celle du changement politique, est un enjeu générationnel dont on peut penser qu'il pèse encore sur les successions politiques, tant que demeurent des vétérans impliqués dans cette crise. Ce ne sera plus le cas en 2025, et il n'est pas sûr qu'une chape "confucianiste" et pseudo-environnementaliste suffise à empêcher le retour du politique dans l'histoire chinoise.

Plutôt que de prolonger des courbes jusqu'en 2025, ou de hasarder des prédictions, examinons le degré d'incertitude qui affecte l'avenir de la Chine à vingt ans dans divers domaines, et les facteurs à observer pour juger de l'évolution la plus probable.

LE RÉGIME POLITIQUE

Peut-on compter sur le trait le plus positif des trente dernières années ? C'est la diminution de la place de la violence dans les rapports politiques. Depuis l'élimination de l'aile ultra-maoïste en 1976,

12. Carsten Holz, "China's 2004 Economic Census and 2006 Benchmark Revision of GDP Statistics: More Questions Than Answers?", à paraître dans le *China Quarterly* en mars 2008, (<http://ihome.ust.hk/~socholz/CQ-Holz-EconomicCensus04-13July07.pdf>).

les luttes politiques sont de moins en moins brutales, et n'éliminent souvent même plus les perdants du Parti. Les éliminations physiques se sont restreintes à des affaires de corruption. Désormais encadrée par la Cour Suprême, la peine capitale est moins souvent appliquée, même si la Chine en détient encore le record mondial en chiffres absolus. De même, les condamnations politiques sont en baisse. Reste la violence sociale, très présente. Mais l'idéologie traditionnelle de la vengeance - *baochou* - est elle aussi en déclin. Elle sous-tendait la mobilisation de masse maoïste par le biais des campagnes et assemblées de lutte.

L'équilibre qui s'établit au sommet de l'Etat-parti semble permettre la poursuite de cette évolution pacifique. Le régime a des soupapes d'expression semi-libérée - presse locale, revues confidentielles, blogs et forums. Il les régule et les refrène, mais cette prolifération, tout comme les multiples manifestations sociales, crée une zone grise où mécontentements et frustrations s'expriment. Sur le célèbre modèle d'un film de Zhang Yimou - *Qiuru, femme chinoise* - le régime a construit une dialectique de la répression et de la tolérance entre autorités centrales et locales, qui permet parfois de désigner les autorités locales à la vindicte et de renforcer la légitimité du pouvoir central. Cette pratique est indissociable du nouveau *soft power* international de la Chine : des chaînes de télévision réalistes par leurs reportages sur la violence à travers le monde, et qui mettent en valeur les opinions modérées, mais généralement patriotiques, d'experts chinois et même étrangers.

Plus discutable est la thèse d'une nouvelle légitimité successorale du Parti communiste.

On assiste à un auto-engendrement de l'élite politique par parthénogenèse, puisque les pauvres n'entrent plus au Parti, et que les nouveaux riches en proviennent souvent. L'ADN de la révolution communiste existe encore au sein de la quatrième génération des dirigeants : paradoxalement, en les purgeant, Mao les a frotté avec le peuple et leur a aussi permis de défendre la direction collective du Parti... contre Mao d'abord. Sans expérience de la lutte politique ouverte, cet ADN n'est-il pas en voie de fragmentation ?

La partie la plus faible du processus d'institutionnalisation du régime, c'est justement la formation du personnel politique. Les "maires" des plus grandes villes par exemple, sont soit des héritiers flamboyants, des chefs de clans locaux, des technocrates sans légitimité politique ou, souvent, des missi dominici envoyés sur des terres qui ne sont pas les leurs.

D'où le processus de légitimation confucéen ou technocratique. Celui-ci n'est pas à dédaigner - institutions, lois, experts et militants ou lobbyistes s'y forment à la litigation et à la transaction juridique et politique. Cela permet de penser que le passage à la démocratie pourrait être pacifique, sans nécessairement conduire au chaos. On relèvera qu'au sein de l'élite dirigeante telle qu'elle émerge du récent 17^e Congrès, une dichotomie apparaît : Bureau politique et Comité permanent sont réservés à des personnages politiques non issus de fonctions techniques, le Secrétariat et le Comité central en comptent considérablement plus. La technocratie reste donc entièrement soumise à une collégialité politique. 25 personnes ont le monopole de la décision proprement politique en Chine.

L'âpreté des intérêts sociaux, l'essor continu des inégalités, leur renforcement aussi bien par les politiques traditionnelles (subventions "socialistes" bénéficiant avant tout aux employés d'Etat et à la population autochtone, non-immigrée, des villes) que nouvelles (essor d'une éducation payante à tous les niveaux, système de soins sélectif). Ces questions devraient devenir le véritable enjeu de politique intérieure, avec la corruption. Un tiers des 500 personnes les plus riches de Chine seraient membres du Parti communiste. Les réformes désormais introduites par le pouvoir central grâce à ses ressources nouvelles sont l'enjeu de la "cagnotte" constituée des réserves accumulées par l'Etat central. Pendant cinquante ans, celui-ci a pratiqué l'accumulation primitive au détriment des populations rurales. Va-t-il réussir à inverser ce flux comme le voudrait la nouvelle économie politique du tandem Hu-Wen ?

L'idéologie sociale du Parti communiste - qui fut sa vraie légitimité avec celle de l'indépendance nationale, qu'il partageait toutefois avec la République de Chine - a-t-elle une chance de se régénérer ?

La "nouvelle gauche" chinoise continuera-t-elle à se confondre avec le nationalisme, maintenant que le poids des investissements étrangers et des entreprises étrangères décline en part relative ? L'administration chinoise, assurément modernisée et renouvelée actuellement, peut-elle porter les dépenses sociales que rend nécessaire le vieillissement de la population ? La Chine va-t-elle au contraire vers un despotisme et une stratification sociale nouveaux ? Le clivage pourrait être le suivant : à la périphérie rurale ou de quartiers péri-urbains, un embryon de représentation locale élue ; à la classe moyenne consumériste, l'horizon des médias, des voyages à l'étranger et la compétition éducative comme partout en Asie orientale ; aux élites administratives, managériales et politiques la participation consultative au pouvoir politique et la possibilité d'y entrer en course ?

L'essor indiscutable des religions et des clergés ne doit pas dissimuler la grande adresse du régime à encadrer ces clergés. De même la circulation internationale des élites scientifiques et professionnelles - à l'indienne (plus de 50% des anciens élèves de Beida, la première université chinoise, ne résident pas en Chine) - et le très faible contrôle des capitaux, montrent qu'on ne peut plus reprocher au régime d'avoir maintenu fermée une porte qui est au contraire ouverte. Pourtant ces deux élites - celle d'une contre-culture religieuse et associative, celle des professionnels - devraient malgré tout prendre le pas sur les rhéteurs du Parti et de l'Etat qui sont encore les principaux interlocuteurs chinois à l'étranger : il est vraisemblable que quand ces élites pourront s'exprimer, le mythe de l'altérité culturelle chinoise s'effondrera de lui-même.

Enfin, l'Armée et les organes de sécurité, encore indissociables du Parti malgré leur professionnalisation, apparaissent comme un des *jokers* du gouvernement central - ou fédéral de fait - avec l'appareil de représentation à l'étranger. Société en commandite et non démocratie en transition, la Chine a ses entreprises de gardiennage et de sécurité, une très forte idéologie militaire qui cautionne le nationalisme et se substitue au communisme, réduit pour sa part au rang de manuel des rites et pratiques du pouvoir central.

En conclusion, l'aspect le plus remarquable de l'évolution politique et institutionnelle, c'est l'immense effort pour réduire la conflictualité d'un bout à l'autre du système. Le point crucial à surveiller pour l'avenir, c'est la capacité qu'aura le système de représenter des débats et des intérêts divergents pour permettre aux tensions accumulées de se disperser, ou au contraire le blocage de l'expression de ces débats et intérêts, qui provoquerait une remontée de la pression, et ménagerait des hypothèses de crise violente. Volcan effusif ou éruptif, tel est le dilemme d'avenir d'une société en évolution ultra-rapide.

L'ÉCONOMIE

Ici aussi l'éventail et la justesse des prévisions ou des projections rendent l'exercice très difficile. Prenons deux exemples de scénarios optimistes : celui du World Economic Forum (WEF) en 2005¹³, et celui de l'économiste Carsten Holz¹⁴. Leur point de départ - c'est-à-dire l'établissement des faits en 2005, n'est tout simplement pas le même : le WEF, par exemple, sous-estime dans ses chiffres aussi bien la croissance du PIB en 2000-2005, que la mesure de l'inégalité ou encore la part actuelle du commerce chinois dans le commerce mondial, et néglige le pronostic sur la date de rattrapage des économies européenne et américaine en termes de PIB. Conséquences : le WEF peut à la fois, dans deux scénarios sur trois, et presque autant dans le troisième, prédire une croissance forte et un rattrapage chinois dans de nombreux domaines, sans avoir à poser la question du bouleversement d'une hiérarchie économique internationale. Holz, au contraire, insiste sur les déterminants déjà acquis qui rendent, selon lui, inévitable un rattrapage global en taille de l'économie américaine entre 2012 et 2025. A l'inverse, on notera un pronostic de la Rand Corporation sur les projections de PIB américain et chinois en 2025¹⁵. A partir d'un point de départ en 2002 (donc avant la dernière phase d'hyper-croissance chinoise), et au sein d'une étude qui tend plutôt à démontrer d'importantes capacités chinoises d'équipement militaire à venir, la Rand envisage un PIB compris en 2025 entre 20% (mesure classique) et 88% (mesure PPA) du PIB américain.

13. World Economic Forum, *China and the world, scenarios to 2025*, WEF 2006.

14. Carsten A. Holz, *China's Economic Growth 1978-2025: What We Know Today about China's Economic Growth Tomorrow*, Hong Kong University of Science & Technology, 2005.

15. Keith Crane, Roger Cliff, Evan S. Medeiros, James C. Mulvenon and William H. Overholt, *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, Rand Corporation, 2005.

Hasardons un jugement : les scénarios du WEF témoignent d'une certaine manipulation intellectuelle. Celui de la Rand démontre qu'avec quelques années à peine d'écart dans le point de départ, le point d'arrivée peut être radicalement modifié. Celui de Holz nous semble le plus fiable ; mais il est le seul à faire observer que l'influence du politique et de la situation internationale peuvent tout bouleverser !

Nous limiterons donc les projections à quelques probabilités hautes.

La croissance chinoise a constamment été plus forte que prévu depuis 1978. Aucun "goulot d'étranglement" réel ou imaginaire ne l'a empêché de se poursuivre. Il y avait plus de terres cultivables qu'on ne croyait, la pénurie énergétique a été surmontée par un développement monstrueux des ressources charbonnières, le financement privé a relativisé la sous-dépense publique dans l'éducation, l'investissement massif a été plus déterminant qu'un fardeau de mauvaise dette intérieure, les exportations chinoises sont montées en quantité et en qualité, rendant inopérable l'idée que la Chine n'acquerrait pas les hautes technologies qui lui manquent encore. Conclusion : les hypothèses de croissance forte restent les meilleures...

La croissance chinoise est de plus en plus interdépendante avec le reste du monde, mais ceci joue bien dans les deux sens. Les scénarios globaux de pénurie énergétique reposent à la fois sur l'incapacité occidentale à maîtriser la consommation énergétique, et sur la montée des besoins des économies émergentes - mais d'abord de la Chine. Au rebours de la thèse bien-pensante sur la conversion chinoise à l'environnement, ces besoins explosent au-delà même de la croissance du PIB. La capacité chinoise à payer cette énergie, que ce soit celle de l'Etat, des entreprises ou de la classe moyenne, augmente sans cesse. Même en admettant un engagement chinois dans la réduction de la pollution, et malgré les discours, nous ne voyons absolument pas poindre un modèle "à la japonaise" de réduction des consommations énergétiques. Quand à la dégradation de la compétitivité qui résulte de cette évolution, elle reste toute relative tant que le facteur salarial est favorable : jusqu'à 2006, les salaires chinois moyens (et non ceux des cadres qualifiés que les

étrangers rencontrent...) ont remarquablement stagné. La population en âge de travailler ne plafonnera qu'en 2013-2014, et la transition de la population agricole n'est pas encore achevée. Le coût de l'énergie ne gênera pas plus la Chine qu'une économie plus avancée, et peut-être moins.

L'idée d'une transition au marché s'est estompée. Elle n'est plus nécessaire pour attirer des investissements étrangers, qui sont d'ailleurs aujourd'hui moins importants pour les bases de la croissance. L'économie hybride actuelle - économie de commandement, régulation partielle, concurrence de plus en plus vive pour les acteurs économiques les plus petits - rencontre les intérêts de préservation de la caste dirigeante, les préjugés du nationalisme économique, la nécessité aussi de ne pas accorder de garantie définitive aux détenteurs de positions acquises. L'acquisition de ces positions et l'enrichissement ont été si brutaux que garantir de façon indiscutable la propriété reviendrait en fait à récompenser le vol. Nous pouvons donc nous attendre à toutes les remises en cause du droit économique, et aussi à un corollaire : les acteurs économiques chinois et étrangers utiliseront autant que possible les parois semi-poreuses d'un contrôle des capitaux de plus en plus flanqué d'exceptions. Dans l'hyper-globalisation en cours, la Chine est, avec les monarchies pétrolières, la première source de la circulation financière avec les places *off-shore* et les paradis fiscaux. Le rapport à la globalisation de ses élites est unique, car celle-ci leur permet d'échapper aux contraintes réglementaires de leur propre pays.

Pour conclure sur ce point, faut-il vraiment croire à une déconnexion de la croissance chinoise par rapport à la croissance américaine en terme de demande ? L'idée vient du fait que l'offre chinoise de biens reste toujours la plus économique par rapport à ses concurrents, y compris quand la demande internationale baisse : c'est "l'effet Walmart". Mais le système financier chinois est de plus en plus vulnérable à une crise importée. En témoigne aussi l'extrême difficulté qu'a le gouvernement à susciter des flux de capitaux vers les régions de l'intérieur - la redistribution reste autoritaire et donc largement inefficace, et la mobilité interne des capitaux est plus basse en Chine aujourd'hui qu'en 1990 !¹⁶

16. Genevieve Boyreau-Debray and Shang-Jin Wei, *Pitfalls of a State-dominated Financial System: The Case of China*, International Monetary Fund, CCFR, NBER, and CEPR, 13 janvier 2005.

L'intégration physique du territoire est par contre déjà faite - un extraordinaire réseau autoroutier dont la seule limite est le prix d'usage, inaccessible pour les deux-tiers de la population, la multiplication des infrastructures ferroviaires, aériennes et portuaires. Les migrations internes de population se poursuivront donc, avec pour corollaire un maintien de la fécondité basse, la généralisation de poches de pauvreté rurale qui seront des réservoirs de personnes âgées laissées pour compte. A l'autre bout de la Chine, la pression sera maximale sur l'espace, les ressources naturelles et l'environnement. La façon dont le gouvernement résoudra, ou non, les problèmes de retraites, de santé et de protection de l'environnement sera déterminante à l'horizon 2025. Dans tous ces domaines, la volonté du gouvernement de créer des systèmes de protection qui, sans être universels, vont au-delà de la simple problématique du "filet de sécurité", ne fait aucun doute. La capacité de contrôler les autorités locales, de prévenir la corruption et même de planifier localement les services est plus douteuse.

L'interdiction faite aux salariés de s'organiser est un frein puissant à la transition économique. Trop bon marché, la main d'œuvre reste utilisée de façon pléthorique, à la production comme dans les services. L'incitation à l'éducation permanente est donc faible, les hausses de productivité plutôt dues à un saut de générations dans l'emploi, et aux biens capitaux, qu'à des progrès dans l'organisation du travail. Dans ce domaine, les possibilités d'évolution chinoise sont sans doute plus limitées que celles de l'Inde, en dépit d'une base de départ beaucoup plus favorable.

L'empreinte internationale de l'économie chinoise va croître sans cesse. Déjà, un déplacement du président chinois en République démocratique du Congo peut faire accorder des prêts d'un montant égal aux contrats qu'espère obtenir une puissance occidentale moyenne lors d'une visite en Chine. Mais l'empreinte chinoise comporte une face très stratégique, une autre qui l'est beaucoup moins. D'un côté, de très grandes entreprises aux liens étatiques prononcés, même quand elles lèvent des capitaux sur le marché. A l'autre extrême, beaucoup de capitaux flottants gérés en désordre et sans qu'on en connaisse toujours la propriété finale. Entre les deux,

beaucoup d'entreprises privées qui, quand elles ne sont pas alliées à des partenaires étrangers, manquent de stratégie et redoutent l'intervention des pouvoirs publics chinois. Il est peu probable que le gouvernement contrôle durablement la masse des capitaux amassés par le boom des exportations, mais aussi par l'afflux de capitaux spéculatifs et par les investissements : leur stérilisation rend inopérante la régulation macro-économique du marché chinois. De même, l'insuffisance de garanties pour l'épargne privée devrait entraîner un phénomène d'évasion de celle-ci, au moins dans les classes moyennes. Si le boom immobilier est aujourd'hui la traduction concrète d'une recherche d'actifs sûrs, qu'en sera-t-il quand ce boom aura pris fin ? et lorsque le marché des capitaux s'ouvrira ?

La clef première de la croissance future est bien le respect nécessaire du droit de la propriété intellectuelle, qui seul peut permettre des alliances stabilisantes entre entreprises étrangères (qui apportent le savoir-faire dans de nombreux domaines, y compris bancaires) et entreprises chinoises qui détiennent de plus en plus de ressources pour investir.

En conclusion : la problématique des 25 premières années de la réforme était celle de la libéralisation nécessaire de l'économie. Celle des vingt-cinq années suivantes est bien celle d'un Etat qui doit être à la fois très présent et impartial. Les besoins de politique publique vont s'accroître sans cesse, mais ils s'accompagnent d'un impératif d'intégrité et de neutralité vis-à-vis des acteurs du marché. Cette double perspective est-elle envisageable dans une situation politique d'autocontrôle ? L'équipe actuelle apparaît comme l'optimum historique concevable - encore les rumeurs de partialité affectent-elles parfois certains des plus hauts dirigeants. L'essor actuel de la régulation dans certains domaines (énergie) sur un mode américain, et de la limitation des monopoles sur un modèle européen, constituent des avancées. Nous ne pensons pas que le retour aux techniques d'administration de la Bureaucratie céleste permette de remplacer la séparation des pouvoirs et leur équilibre. La poursuite de la croissance forte nécessite des pouvoirs non moins forts, mais arbitrés. Or, la transition vers l'Etat de droit est soit interminable, soit tout simplement non envisagée.

LES RELATIONS INTERNATIONALES ET LA SÉCURITÉ

Comment ne pas partir ici aussi de constats divergents sur la réalité d'aujourd'hui, avant de pronostiquer la politique de demain ? Le verre est souvent à moitié vide et à moitié plein. Quelques exemples :

- La Chine est devenue active dans les organisations onusiennes. Elle s'est mise en avant dans les opérations de maintien de la paix. Elle utilise avec beaucoup de parcimonie son droit de veto. Mais elle l'utilise pour la défense stricte de ses intérêts (question de Taiwan) ; elle s'oppose constamment à l'adoption de sanctions internationales autres que symboliques ; elle a contribué à subvertir la Commission des Droits de l'Homme et par son opposition, directe ou voilée, à l'élargissement du Conseil de Sécurité, elle vide la réforme de l'ONU de tout contenu efficace.

- La Chine participe à toutes les organisations régionales de l'Asie-Pacifique ; elle met en avant le dialogue. Mais, affirmant la souveraineté absolue des Etats, "son" modèle du multilatéralisme est l'Organisation de coopération de Shanghai, réincarnation contemporaine du Concert des nations de 1815...

- Préoccupée par l'unilatéralisme et l'hégémonie, la Chine a mis l'accent dans sa politique étrangère sur les relations de "bon voisinage". Mais la Chine entretient aussi des conflits plus ou moins aigus sur toute sa périphérie maritime.

- La Chine a encore un budget militaire nominal dix fois plus limité que celui des Etats-Unis, mais il augmente en moyenne de 18 % par an.

- La Chine est attachée à l'égalité des nations, à la "démocratisation des relations internationales" (Hu Jintao). Mais elle n'a guère fait de concessions à l'Union européenne dans la construction d'un partenariat stratégique, et semble en pratique concentrée sur le dialogue économique et stratégique avec les Etats-Unis. La conduite pratique de sa diplomatie semble axée sur la question de Taiwan, et sur la "diplomatie pétrolière" ou des ressources naturelles.

Elle devient par contre plus réactive à certaines demandes de ses partenaires touchant à l'ordre international : Corée du Nord, Soudan, Myanmar¹⁷. Toutefois, dans le premier cas, elle a plutôt amené les Etats-Unis vers des positions qu'elle défendait et non l'inverse ; dans le cas du Myanmar, il s'agit d'une gestion de crise plus habile, mais la Chine reste fondamentalement hostile aux sanctions internationales. Dans le cas du Soudan, l'évolution a pu être facilitée par les menaces de sécurité pesant sur les installations pétrolières chinoises, et concrétisées par plusieurs incidents armés. Le thème de la "responsabilité" est en tout état de cause indissociable de celui des intérêts.

En conclusion : l'élargissement des moyens d'action de la diplomatie chinoise, la synergie conservée avec les acteurs économiques étatiques ou quasi-étatiques, l'extrême attention à un discours dont les thèmes sont renouvelés, la responsabilisation qu'entraîne une intégration et une interdépendance grandissante, feront de la Chine un acteur toujours plus influent. L'idée selon laquelle la croissance importante de son potentiel militaire, malgré les limitations internationales, serait uniquement liée à la diversification géographique des échanges chinois, ou à la recherche d'une posture de défense minimale face à un encerclement américain, reste trop optimiste. La Chine manie l'intimidation et utilise les incidents contre des voisins proches sur un arc maritime large. La pression militaire qu'elle exerce autour de Taiwan est toujours plus grande, quelle que soit la ligne diplomatique du jour. Assurément, la Chine n'a pas donné la priorité absolue au développement immédiat de tous les systèmes d'armes majeurs. D'ici à 2025, elle sera en mesure de le faire.

SCÉNARIOS POUR 2025

La variable la plus importante pour imaginer l'avenir dans 17 ans reste la politique intérieure. Cette variable est bien plus ouverte qu'en Inde ou au Japon, même si à l'obsession de la stabilité chez les dirigeants a succédé, chez bien des observateurs étrangers, la vogue de "l'institutionnalisation", qui permet de faire l'impasse sur la démocratie et d'envisager un Etat de droit limité et des institutions

17. NDLR : La Birmanie a été rebaptisée "Myanmar" en 1989 par le nouveau régime.

imparfaites. Ebauchons ci-après, par ordre de probabilité décroissant, trois scénarios politiques pour 2025.

I. Le léninisme semi-parlementaire

Dépouillé de toute idéologie de classe et syndic des intérêts collectifs des grands acteurs économiques et des élites socioprofessionnelles ralliées, le Parti a introduit en divers points du système politique la notion de débat, de choix et même d'élection : mais jamais les trois éléments en un seul et même point du système. Les élections rurales sont élargies, des élections de quartier urbains se généralisent (sans droit de former des organisations politiques). Les Congrès ou assemblées provinciales proviennent ainsi d'une base plus large, sans être élus pour autant. Le Parti découvre qu'en augmentant la représentation des régions rurales à l'Assemblée nationale, il s'assure en réalité d'un soutien clientélaire, à condition de mieux redistribuer subsides et avantages. L'Assemblée récupère la fonction de débat qu'elle avait commencé à acquérir avant 1989. La Conférence Politique et Consultative du Peuple est soit abolie, soit réformée avec l'institution de quotas de représentation corporatifs - le modèle est celui de Hong Kong et de son Legco. Cette institutionnalisation n'affecte ni les organes de sécurité - aux techniques infiniment renforcées, grâce aux technologies de l'information vendues par des partenaires occidentaux, ni l'organisation des carrières du Parti, ni le droit d'organisation à l'échelle nationale, ni la sélection interne des dirigeants du Parti.

Economiquement, la croissance chinoise reste énorme, mais elle a changé de base : le réservoir démographique rural s'est vidé de ses éléments jeunes, l'inégalité des revenus salariaux est massive entre main d'œuvre manufacturière et professionnels qualifiés, la demande intérieure est plus importante que la demande externe. La réévaluation massive du yuan a projeté les entreprises chinoises à l'étranger, avec l'acquisition de firmes ou de parts importantes du capital de firmes (en 2007, la Chine a investi plus de 10 milliards de dollars dans des entreprises américaines). L'opacité juridique et financière de ces pratiques persiste : les Chinois sont les premiers acteurs des places *off-shore*...

Pour le rendre plus intelligible, extrapolons ce scénario politique, et cette imposante croissance chinoise, dans ses prolongements internationaux. L'aire démocratique se restreint considérablement dans les pays en émergence, les démocraties les plus développées conservant des mécanismes démocratiques à usage surtout interne, et donc local, dans un monde globalisé. D'ailleurs, les capitaux chinois ont acquis de grands groupes de media occidentaux, et les grandes universités occidentales ont mis sur pied des programmes d'enseignement du développement durable, de la philosophie comparée et de la micro-biologie, co-financés par les Instituts Confucius, en restreignant ceux de l'histoire ou de la science politique. A l'inverse de l'hypothèse d'un nouveau médiévisme (internationalisme des sociétés civiles appuyée sur le dépérissement des Etats), on assiste à un retour aux Etats de la Renaissance, forme suprême de défense des intérêts collectifs, à leurs stratégies d'alliances, de contre-poids. La concurrence vers le marché chinois - puis pour les investissements chinois - et la nécessité de coopérer avec la Chine pour obtenir un frein à sa demande énergétique, ont mis fin aux principes universalistes ou wilsoniens sur la scène internationale : d'ailleurs, les pays occidentaux commencent à se réindustrialiser, dans un contexte de dévaluation monétaire et de recours à une main d'œuvre importée jeune et qualifiée.

Sur le plan stratégique et des relations internationales, la Chine a renversé la situation prévalent depuis 1989 : son Assemblée a adopté en 2022 une loi restreignant le recours aux importations d'armes dans le développement militaire chinois, au nom d'un impératif de sécurité nationale et de maîtrise des technologies. Etats-Unis et Europe se livrent à une concurrence sans merci dans le domaine des technologies duales, tandis que la propriété de grands groupes du secteur passe aux mains d'entreprises chinoises, ou de holdings associant des intérêts chinois à d'autres (Temasek à Singapour par exemple...). Taiwan a été réunifié dès 2012 à la suite d'incidents politiques entre partisans et adversaires du gouvernement en place à Taïpeh : celui-ci a fait adopter, au nom des intérêts économiques, une législation de presse restreignant la critique de la Chine, et décrété, de concert avec Pékin, l'adoption d'un système fédéral où le président taiwanais est vice-président de

la Commission Politique et Consultative du Peuple Chinois. Le Japon est devenu une des principales destinations d'émigration de la population chinoise par contrats organisés, y compris pour faire tourner les services publics et municipaux. L'Inde est par contre devenue le contrepoids économique et stratégique essentiel en Asie, sans pour autant jouer un rôle international plus normatif.

II. La régression autoritaire et populiste

La société harmonieuse et le développement rationnel n'ont pas suffi à dominer les contradictions du développement chinois. La fuite en avant de la croissance exogène s'est achevée par une guerre commerciale internationale en 2012 - l'Europe en banqueroute publique après une forte panne de croissance a vécu une crise politique majeure, les Etats-Unis où le dollar baisse désormais par rapport au yuan ne sont plus le consommateur en dernier recours des capacités industrielles excédentaires chinoises. Une vague de manifestations nationalistes en Chine est alimentée par une montée soudaine du chômage, par la protestation contre les intérêts étrangers et notamment financiers. Le Premier ministre chinois a dû démissionner après la révélation que la majorité de la population de Pékin était empoisonnée au plomb par la voie aérienne. Beaucoup de gérants de fonds chinois accumulés pendant la période d'hyper-croissance sont partis rejoindre leurs comptes à l'étranger. Le régime a dû renforcer le contrôle des capitaux, et lancer une campagne d'éducation politique destinée aux économistes professionnels - interdisant la diffusion des thèses néo-libérales. La porosité d'internet et de la téléphonie web permet à des activistes de créer un nouveau mouvement urbain - le *minshengdang*, Parti du bien-être populaire, du nom d'un des trois principes de Sun Yatsen. Utilisant les thèmes de la "nouvelle gauche", ce parti oblige les autorités à laisser des candidats officiellement communistes mais proches de lui à se présenter aux élections internes au Parti. En réaction, des retraités du Parti et de l'Armée ont créé une association de la tradition, réclamant des mesures de censure contre les tendances idéologiques et sociologiques indésirables. Les "ex-réformateurs" du Parti font l'objet de chantages basés sur des scandales économiques ou leurs liens personnels avec l'étranger.

La Chine en 2025

La guerre commerciale de 2012 a des effets heureux à court terme pour les sociétés développées : effondrement du prix de l'énergie et des matières premières. Les partenaires asiatiques de la Chine - Japon, Corée, Taiwan (qui n'est pas réuni dans ce cas, malgré une épreuve de force militaire durant deux ans en 2014-2016) - souffrent plus que la Chine elle-même : leur schéma de production triangulaire à travers la Chine est gêné par le nouveau protectionnisme international. La Chine reste un fournisseur essentiel de biens de consommation basiques ou de composants. La Russie, en faillite financière, connaît une révolution orange réussie en 2020. Les firmes européennes, japonaises et américaines concluent des alliances dans des domaines de haute technologie, limitant la possibilité chinoise d'y accéder en les mettant en concurrence entre elles (exemple : un accord entre Europe, Etats-Unis et Japon dans la filière nucléaire des surgénérateurs en janvier 2008).

Les périodes de crise étant plus fertiles en innovations (et en risques) politiques, ce scénario est celui qui met en question le régime chinois le plus rapidement, au prix d'une conflictualité accrue. Il passe aussi par un ralentissement de la croissance globale, et donne une place cruciale aux institutions internationales pour éviter l'apparition de conflits internationaux.

III. La démocratie fédérale

C'est un scénario de rêve. Il commence lui aussi par une crise économique, mais c'est aussi le scénario d'une Chine riche et surmontant rapidement son hyper-croissance industrielle actuelle. La guerre commerciale de 2012 n'a pas eu lieu, mais la Chine a dû consentir une énorme réévaluation du yuan - qui déplace sa stratégie économique vers les placements à l'étranger et la met en concurrence, pour la production de biens industriels, avec le Vietnam, l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, dont le coût de main-d'œuvre est nettement plus bas. L'importance des réserves accumulées, la décroissance de la population active, la nécessité de développer le pouvoir d'achat individuel, plusieurs grands scandales financiers associant dirigeants politiques des régions côtières et entreprises étrangères ont conduit les dirigeants centraux à accélérer

le calendrier de la transition à un système électoral : il s'agit d'organiser la représentation de la population rurale dans les assemblées provinciales et en même temps de redonner une popularité au Parti dans les villes, en favorisant la compétition pour les fonctions dirigeantes. Les deux systèmes sont distincts : l'un est territorial et relève des assemblées locales, l'autre est politique et relève de la "démocratie interne au parti". L'un vise à favoriser la diffusion de réformes sociales et des services publics hors des villes, et d'y contrer le poids des petits patrons despotiques apparus dans la phase d'hyper-croissance, l'autre vise à transformer les bases de l'économie urbaine avec beaucoup plus de dépenses sociales, publiques et d'environnement - et par conséquent la nécessité d'une administration plus intègre. Inéluctablement, ce schéma conduit à l'adoption d'une "démocratie de parti unique" à suffrage universel indirect.

Dans ce scénario, la place des acteurs étrangers est plus grande, en raison du changement du mode de développement - un thème défendu déjà aujourd'hui par le gouvernement chinois. Les alliances financières et industrielles permettent de développer les produits de la nouvelle croissance - souhaitée d'abord pour le marché chinois : énergies alternatives, motorisation électrique (la Chine est déjà à la fois le premier fabricant mondial de moteurs électriques et de batteries de téléphones portables...), gestion des ressources d'eau.

Internationalement, le scénario conduit à une baisse des tensions. Taiwan adopte un schéma de réunification fédérale, avec un vice-président dans la nouvelle Constitution chinoise, obtient le vote de ses résidents dans les circonscriptions locales du continent. Le Japon s'engage dans une cogestion asiatique et se positionne au premier rang des alliances industrielles, notamment dans les industries liées à l'énergie et l'environnement : l'industrie chinoise sera le plus grand bénéficiaire du nouvel accord de Kyoto en 2018, car elle est la mieux placée pour la fabrication à grande échelle de nouveaux produits adaptés, et en même temps leur plus grand marché potentiel. L'Inde ne réussit pas, par contre, à effectuer la même transition économique et sociétale et voit ses avantages politiques réduits. Les relations entre la Chine et la Russie se

détériorent : cette dernière reproche à Pékin de jouer de la solidarité des pays consommateurs d'énergie, et de ne pas contrôler suffisamment les mouvements de dissidents depuis l'Asie centrale. La Chine est le premier partenaire de l'Afrique - avec une forte assistance au développement et une offre chinoise compétitive dans les travaux publics comme dans les produits de consommation. En 2025, un industriel chinois de l'éolien rachète le *Financial Times*, Boeing est devenu la propriété de Honda allié aux constructeurs chinois et le groupe EADS-Airbus a quatre groupes bancaires chinois dans son tour de table.

Ce scénario aux faibles probabilités apparentes comporte toutefois des éléments de rationalité économique très forte.

